

La revue francophone de la post-croissance et de la décroissance

Pour citer cet article :

Michel Lepesant, « Portrait du décroissant en militant-chercheur », *Mondes en décroissance* [En ligne], 1 | 2023. URL : <http://revues-msh.uca.fr/revue-opcd/index.php?id=218>

La revue Mondes en décroissance est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution 4.0 International.



Portrait du décroissant en militant-chercheur

Portrait of the degrowth activist-researcher

Michel LEPESANT

Philosophe, membre de la MCD et de l'OPCD

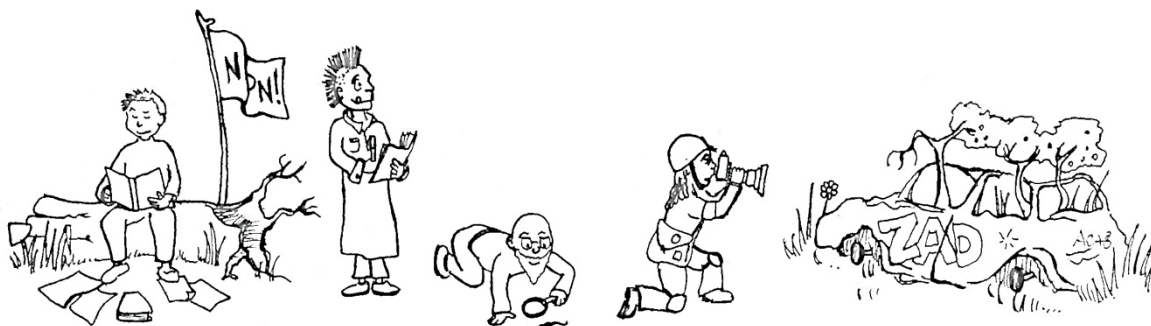


Résumé : Le militant-chercheur décroissant n'est pas *au milieu* de deux pôles que seraient le militant et le chercheur, il est *le milieu* hybride à partir duquel les figures du militant et du chercheur peuvent se détacher. Cette hybridation originaire et cette interdépendance première se *fondent* sur la *relation d'intrication* entre fait et valeur. Un fait n'appartient pas plus à un monde pratico-positif qu'une valeur ne réside dans les nuées du théorico-normatif. Une telle relation première entre fait et valeur pourrait être le premier principe d'une « épistémologie politique » – comme il y a une « économie politique » – dont le militant-chercheur serait la figure principale.

Mots-clés : hybridation, interdépendance, enquête, activisme, régime de croissance

Abstract: The degrowth activist-researcher is not *in the middle* of two poles, the activist and the researcher, but is the hybrid *medium* from which the figures of the activist and the researcher can emerge. This original hybridity and primary interdependence are based on the *entanglement* between fact and value. A fact no more belongs to a pragmatic-positive world than a value resides in the clouds of the theoretical-normative. Such a primary relationship between fact and value could be the first principle of a " political epistemology " – as there is a " political economy " – of which the activist-researcher would be the principal figure.

Keywords: hybridity, interdependence, inquiry, activism, growth regime



Tout décroissant n'est pas militant, ni chercheur, ni chercheur engagé, ni militant-chercheur...¹

Et la plupart des militants, chercheurs ou non, et des chercheurs, engagés ou non, ne sont pas des partisans de la décroissance.

Et puis un « chercheur », ce n'est pas la même chose qu'un « expert » ou qu'un « érudit »... Et puis « militer », ce n'est pas la même chose que « s'engager » ou qu'« agir »...

D'autant que la forme-militant de l'activisme semble une forme particulièrement datée, caractéristique d'un monde – celui de la croissance et de son rapport entre savoir et pouvoir – que la décroissance prétend dépasser.

Mais alors pourquoi proposer de faire du « militant-chercheur » une figure centrale de la décroissance, au risque qu'il prenne la place d'autres figures de décroissants tels que l'insurgé ou l'indigné des consciences, le créatif des utopies concrètes, l'expérimentateur dans les alternatives locales... ?

Plus radicalement, qu'est-ce que la « décroissance » si le militant-chercheur doit en être une figure essentielle ? Ou : de quelle décroissance le militant-chercheur peut-il être la figure centrale ?

Ou encore plus simplement, comment situer le chercheur, le militant et le chercheur-militant par rapport à cette figure du « militant-chercheur » ?

Cela fait déjà beaucoup de questions alors autant répondre sans attendre à l'avant-dernière. Le militant-chercheur pourrait être la figure centrale de la décroissance *politique*, c'est-à-dire de la décroissance en tant que mouvance politique engagée dans une proposition radicale d'organisation sociale alternative au régime dominant actuel- le régime de croissance.

La question de savoir s'il pourrait y avoir une décroissance séparée (abstraite) de la décroissance politique - une décroissance *dépolitisée* - est traitée accessoirement par la suite.

Quant à la dernière question, voici quel sera le fil directeur de la réponse : si nous refusons autant un face à face entre militant et chercheur qu'une réduction soit au militant soit au chercheur alors nous devons essayer de penser un « hybride » (une forme positive de *l'hubris*). Sauf qu'il n'y a que deux manières de penser l'hybridation : l'une par juxtaposition (avec 2 en amont, on fait 1 en aval), l'autre par médiation originaire (s'il y a 2 en aval, c'est qu'au préalable il y a eu 1 en amont). Dans la première forme, nous trouverons le « chercheur-militant » : par son métier, il cherche ; en tant que citoyen, il a

¹ Michel Lepasant a fondé en 2017 la Maison commune de la décroissance (MCD). Il se consacre en priorité au travail de réflexion idéologique et théorique, et particulièrement sur la définition de la décroissance comme philosophie politique. Il est l'auteur de *Politique(s) de la décroissance*, Paris, Utopia, 2013 et avec Baptiste Mylondo, *Inconditionnel, une anthologie du revenu universel*, Paris, Éditions du Détour, 2018.

un engagement. La seconde forme correspondra au « militant-chercheur » : seule cette seconde forme peut permettre de reconnaître à la figure du militant-chercheur une position centrale dans la mouvance de la décroissance politique, par rapport à laquelle toutes les autres figures pourront apparaître comme des figures dérivées (ou abstraites).

Avant de conclure en présentant quelques traits du « militant-chercheur », nous procéderons en trois étapes préalables. D'abord, constater que le régime épistémologique de croissance repose davantage sur une vulgate dénoncée souvent comme « grand partage » entre humanité et nature que sur la reconnaissance qu'en réalité, la (bonne) pratique de la recherche scientifique *imbrique* normes épistémiques et normes éthiques. Ensuite, en tant que décroissant, prendre *vraiment* au sérieux les possibilités d'un abandon de la recherche scientifique et de tout militantisme. Enfin, montrer à quelles conditions, seule une relation d'*interdépendance* entre science et politique peut permettre aux décroissants de s'appuyer sur des résultats scientifiques.

Pourquoi il n'y a pas de démarcation infranchissable entre recherche scientifique et projet politique

Dès qu'il s'agit de proposer une première vue d'ensemble de la mouvance décroissante, ce qui saute aux yeux c'est la présence de l'hybridation entre recherche scientifique et projet politique : « à cheval sur les mouvements universitaires et sociaux » (« *straddling both academia and social movements* », Schmelzer *et al.*, 2022, p. 28). Ainsi, d'emblée, dans les introductions de deux ouvrages collectifs récents sur la décroissance, peut-on lire :

En plus d'être un champ de recherche interdisciplinaire, la décroissance a également été décrite comme un mouvement social international émergent ayant des liens étroits avec d'autres mouvements sociaux-écologiques. D'autres préfèrent décrire la décroissance comme une communauté de chercheurs activistes (Barlow *et al.*, 2022, p. 13).

Cela apparaît clairement lors des conférences internationales sur la décroissance et des universités d'été sur la décroissance, qui mettent l'accent sur les échanges entre universitaires, militants, praticiens de projets économiques alternatifs et acteurs politiques. Cet échange va souvent dans les deux sens : le travail scientifique et l'action collective peuvent être mutuellement bénéfiques. Une grande partie de la recherche scientifique menée par les spécialistes de la décroissance peut être qualifiée de « recherche militante » ou de « science post-normale », ce qui met en évidence les implications politiques du travail universitaire en période de changement social nécessaire et appelle à l'implication des profanes dans la production et l'évaluation critique des connaissances (Schmelzer M. *et al.*, 2022, p. 28).

Incontestable donc est l'hybridation, mais laquelle ? Car l'emploi de termes tels que « liens », « échanges », « implications » semble indiquer la rencontre de deux champs qui sont *séparés*, sinon opposés, celui de la science et celui de la politique.

C'est cette séparation, sinon opposition, qu'il faut situer car elles semblent paradoxalement reprendre un récit standard qui est à la fois infondé et pourtant dominant au sein du régime de croissance. La décroissance politique peut-elle sans contradiction s'installer dans un régime épistémologique de croissance dont elle prétend s'émanciper ?

Par « régime de croissance », nous reprenons l'expression d'Onofrio Romano quand il s'agit de distinguer entre le symptôme et le syndrome : « La croissance est le "symptôme" d'un "syndrome" anthropologique, économique, social, politique et institutionnel spécifique. » (Romano, 2020, avant-propos). Autrement dit, le symptôme est la croissance en tant que « phénomène » économique indiqué par le PIB. Et le syndrome est l'infrastructure anthropologique qui colonise et les imaginaires et les modes de vie en faveur d'une croissance qui ne se décline pas seulement comme croissance économique (quand c'est plus, c'est mieux) mais aussi comme innovation technologique (quand c'est nouveau, c'est le progrès) et comme accélération sociale (si tu ne t'adaptes pas, c'est la « louze »). La radicalité proclamée de la décroissance signifie que ce dont il faut guérir, c'est du syndrome, et pas seulement faire baisser la fièvre du symptôme.

Par régime épistémologique de croissance, nous entendons le récit standard d'un grand partage qui serait caractéristique de la première modernité : pour que la nature apparaisse comme un stock inépuisable et gratuit de ressources mis à la disposition de la croissance, il faut que soit d'abord installé un régime épistémologique - une *épistémè* - dans lequel l'objectivité scientifique repose sur un partage affirmé entre ce qui est sujet et ce qui est objet. C'est pourquoi dans un premier temps, seules les sciences dont l'objet peut être observé de l'extérieur semblent en mesure d'atteindre l'objectivité, par la mesure en particulier : ce sont les sciences de la nature. Le narratif du récit standard se poursuit en affirmant qu'il aurait fallu attendre l'émergence des sciences sociales pour obliger à reconsidérer la démarcation entre fait et valeur, entre savoir (scientifique) et (pouvoir) politique.

Ce récit est doublement dominant : bien sûr chez les partisans scientifiques du régime de croissance – qui l'utilisent pour justifier l'exploitation économique de la nature et l'exploration scientifique de ses lois – mais on va aussi le retrouver chez ceux qui en ont préalablement besoin en contrepoint, pour ensuite se présenter en rupture. On peut ainsi lire récemment, à l'occasion de son décès, que Bruno Latour (Kempf, 2022) a :

démontré [...] que les pratiques de laboratoire conduisent à « *construire* » les objets scientifiques, c'est-à-dire que la réalité ne se révèle pas d'elle-même, mais découle des choix et des méthodes des

chercheurs. Exprimée dans *La vie de laboratoire* (1979 en anglais), cette thèse a lancé la théorie du *constructivisme*, selon laquelle il n'y a pas un partage tranché entre sciences dures et sciences molles, entre nature et social, mais une constante interaction entre ces deux domaines. Cette approche a trouvé sa pleine expression dans *Nous n'avons jamais été modernes* (1991), le premier ouvrage majeur de Bruno Latour : reprenant la conception classique de la modernité, selon laquelle la pensée occidentale a séparé au XVII^e siècle l'humanité et la nature, Latour assure que ce discours ne parvient pas à rendre compte de ses objets, parce que le savoir scientifique ne peut jamais être indépendant du social et du politique. [...]

En fait, rejetant le clivage nature/humain – comme au même moment l'a fait en parallèle, par la voie de l'anthropologie, Philippe Descola -, le sociologue rappelle que la science fait peser sur la politique un joug paralysant : elle affirme l'existence d'une nature par essence différente de la société, elle oppose fait et valeur, science et idéologie, sujet et objet.

Pour les partisans du récit standard, il est aisé d'en comprendre l'utilité *politique* : installer un partage entre d'un côté, ce qui relève des « faits », de l'objectivité, de la vérité et dont la neutralité axiologique justifie une extériorité qui ne peut pas être discutée - cette domination est aujourd'hui particulièrement exercée par la science économique -, et de l'autre côté, tout ce qui relève de la valeur, du jugement de valeur, d'une irrationalité qui *in fine* s'arrête aux portes de chaque individu et de sa vie privée. La neutralité épistémologique – *le savant doit rester en surplomb du politique et ne pas s'y engager* - vient ainsi calquer et redoubler la neutralité institutionnelle - *les institutions doivent rester en surplomb des vies privées et ne privilégier aucune forme particulière de vie* : et là, dans une simplification conceptuelle qui prétend repérer un même grand partage entre sujet et objet, entre vivant et inerte, entre humanité et nature, entre humain et non-humain, entre sciences de la nature et sciences sociales, entre science et politique, nous sommes au cœur du régime de croissance.

Mais ce récit dominant n'en est pas moins erroné quand on le confronte à la pratique même des sciences. Ou plus exactement, la fable d'un grand partage n'est dominante qu'au sein de la vulgate dont se contente le régime de croissance pour émerger.

Car ce récit dominant a d'emblée été contesté et battu en brèche et l'on n'a pas attendu Bruno Latour pour adresser des critiques de type « constructiviste » au mythe d'une parfaite superposition entre vérité, objectivité et neutralité.

Dès la fin du siècle des Lumières, le criticisme kantien affirme qu'il ne peut y avoir objectivité dans les sciences expérimentales qu'à partir d'une construction cadrée *a priori* par notre esprit, tant par les formes de la sensibilité (le temps et l'espace) que par les catégories de l'entendement. Ce rappel est décisif car s'il ouvre très vite la possibilité d'une critique constructiviste de l'objectivité, il ne remet pas

en quoi que ce soit la nécessité pour la science de viser à l'objectivité. Attention donc à ce qu'une juste critique d'un dogmatisme de l'objectivité ne se caricature pas en excès contraire, le relativisme absolu : ce n'est pas parce que l'objectivité scientifique est construite, qu'elle n'existe pas.

Mais le meilleur exemple de ce double récit - l'un dominant et mis en avant et l'autre qui le bat d'emblée en brèche, mais invisibilisé - peut se trouver dans le texte emblématique sur cette question des rapports entre science et politique : la double conférence de Max Weber sur *Le savant et le politique* (1917 et 1919). Il y a ce qu'a défendu Max Weber et il y a ce qu'on lui fait dire, en particulier à propos de la « neutralité axiologique ».

Ce qu'on lui fait dire : qu'il y aurait - ou devrait avoir - une démarcation tranchée entre le savant et le politique : la vocation du savant serait la mise en ordre théorique des « faits » au service de l'invention de moyens toujours nouveaux pour « dominer techniquement la vie par la prévision » (Weber, 1959, p. 88) ; celle du politique serait de prendre des décisions (éthique de responsabilité), en vue d'un règne des fins (éthique de conviction) auxquelles se soumettent les moyens. Si c'était le cas alors le savant devrait être par nature dépolitisé, pas en tant que citoyen, mais en tant que chercheur.

Mais la thèse de M. Weber est beaucoup plus subtile : c'est parce qu'une telle démarcation est impossible que le chercheur doit prendre conscience que toutes ses recherches peuvent être biaisées par ses propres jugements de valeur. Et cela est encore plus vrai pour les sciences sociales puisque leurs objets sont des faits sociaux qui sont toujours préalablement structurés, institués, par des valeurs.

C'est pourquoi les thèses de M. Weber ne doivent pas être lues comme l'affirmation d'un partage que l'on pourrait se prévaloir de réfuter - et c'est semble-t-il la pente descendue par certaines analyses excessivement « constructivistes » tant de Bruno Latour que de Philippe Descola (Digart, 2006 ; Neyrat, 2014 ; Sigaut, 2018 ; Darmangeat C., 2014, 2020, 2022) - mais tout au contraire comme le point de départ de tout un champ d'analyses sur les relations entre le savant et le politique : car se *libérer* des biais induits par des jugements de valeur (*werturteilsfreie Wissenschaft*), ce n'est pas abandonner tout jugement de valeur. De ce point de vue, le chercheur dont les opinions politiques le porteraient vers la décroissance doit s'apercevoir que s'il veut se décoloniser de la vulgate épistémologique du régime de croissance, alors, à chaque étape de son travail scientifique - le choix de son domaine d'études, le rassemblement et donc le tri des données, et même la présentation de ses conclusions - il ne doit pas se raconter que les valeurs ne jouent aucun rôle dans son activité.

Se le raconter, ce serait adopter ce positivisme naïf qui constitue précisément le cœur du régime épistémique de croissance. Même la position « séparatiste » – qui consisterait à croire qu'il existe une séparation entre les normes épistémiques (internes à la science, tels l'universalité des énoncés, la

communauté des savants, le désintéressement et surtout la réfutabilité des énoncés) et les valeurs éthiques ou politiques (périphériques à la science) – semble encore trop naïve.

Les non-séparatistes jugent au contraire qu'en sciences, tant l'appel à des normes épistémiques qu'à des normes non-épistémiques est inévitable, puisqu'il n'existe pas de séparation stricte entre normes épistémiques et non-épistémiques (Daoust, 2018).

Une stratégie pour valider la thèse de la non-séparabilité pourrait s'effectuer en deux temps : dans un premier temps, rattacher toute démarche scientifique à des normes épistémiques ; dans un second temps, montrer que les normes épistémiques sont en réalité des normes éthiques.

Les jugements de « cohérence », de « plausibilité », de « simplicité », ceux qui portent sur le caractère « raisonnable », [...] sont des jugements de la forme de « ce qui doit être » lorsqu'on a affaire à un raisonnement (Putnam, 2004, p. 39).

Il ne faut surtout pas le raconter à ceux à qui le chercheur s'adresse, à ses étudiants, à ses pairs, à ses lecteurs :

La problématique de la *Wertfreiheit* n'est donc pas celle de l'existence de valeurs en soi, ou de l'adhésion en soi à des valeurs, mais celle de l'usage malhonnête qui peut être fait des valeurs lorsqu'elles sont présentes sans être données comme telles par l'enseignant abusant de la position dominante que lui confère sa position (Roman, 2006).

Si le chercheur a des *convictions* politiques, sa *responsabilité* épistémique reviendra à avoir l'honnêteté de ne les dissimuler à personne, à commencer par lui : il ne s'agit pas de neutralité mais d'impartialité.

Il y a donc bien une hybridation intrinsèque entre recherche scientifique et projet politique mais elle semble plus de l'ordre de *l'intrication* que de l'implication : autrement dit, elle ne joue pas seulement, en aval, sur les *effets*, mais elle porte d'emblée beaucoup plus en amont, sur les pratiques.

Sauf qu'en amont de la recherche et du militantisme, les décroissants trouvent des critiques radicales.

Les décroissants devraient-ils abandonner la recherche scientifique ainsi que le militantisme ?

À ce point, le « décroissant » – sans préciser s’il l’est au titre d’universitaire, de militant ou de praticien – doit accepter de lire la littérature décroissante avec le même scepticisme critique qu’il adopte quand il lit des textes qu’il sait être encastés dans le régime de croissance : l’important n’est pas tant que les « faits » soient élaborés au filtre de normes et de valeurs, l’important c’est que leur exposition ait l’honnêteté de ne pas l’invisibiliser. S’il n’y a pas de domination sans invisibilisation ni naturalisation, alors toute émancipation devra en passer par des efforts de visibilisation et de dénaturalisation (d’artificialisation). Il ne faut pas se contenter de lire, mais il faut aussi *juger* à l’aune de normes et de valeurs, épistémiques, éthiques et politiques.

Seulement l’hégémonie du régime de croissance est à ce point intégrale que cette prudence méthodique n’est pas suffisante pour garantir que l’hybridation recherchée pour caractériser l’engagement politique en faveur de la décroissance échappe à la simple « implication » par les effets. C’est donc beaucoup plus en amont qu’il faut faire débiter le moment sceptique.

C’est en ce sens que l’engagement politique pour la décroissance doit assumer et intégrer tant du côté du pôle de la militance que de celui de la recherche une double critique radicale, c’est-à-dire une méfiance radicale tant vis-à-vis de la figure du chercheur que de celle du militant.

Mais cette double critique si elle veut être féconde d’hybridation doit être une autocritique et non pas une critique symétrique : il ne s’agit pas pour le chercheur ou pour le militant de critiquer l’autre – sous la forme du dédain académique envers les prises de position politiques (« ah non, je ne peux pas signer ce texte ») ou sous la forme d’un anti-intellectualisme basique chez les activistes (assez de blabla, passons à l’action) – mais de s’autocritiquer.

Pas plus le chercheur que le militant ne doivent cacher sous le tapis les critiques – sinon les rejets – adressées tant à *a)* la recherche qu’à *b)* la militance, en tant que telles.

a) Commençons par l’autocritique du côté de la recherche. Nous pouvons même aller jusqu’à nous demander si un « chercheur décroissant » n’est pas un oxymore : car en tant que décroissant, il devrait être porté par une critique radicale dirigée contre les fables du Progrès - dans le monde de « la croissance pour la croissance », « on n’arrête pas le progrès » -, progrès dont le parangon est le progrès scientifique, progrès scientifique dont le moteur est la recherche. Pourquoi et comment chercher quand on est un décroissant du Progrès ? *Faut-il même (continuer à) chercher ?*

Bien évidemment, cette autocritique doit commencer par un hommage adressé à la radicalité cohérente de la démarche d'Alexandre Grothendiek, mathématicien et l'un des fondateurs (1970) du groupe Survivre, devenu ensuite Survivre et Vivre, dont le but, était :

la lutte pour la survie de l'espèce humaine, et même de la vie tout court, menacée par le déséquilibre écologique croissant causé par une utilisation indiscriminée de la science et de la technologie et par des mécanismes sociaux suicidaires, et menacée également par des conflits militaires liés à la prolifération des appareils militaires et des industries d'armement ».

Tout chercheur qui s'interroge sur son métier *als Beruf* devrait lire la conférence de Grothendiek du 27 janvier 1972 qui commence par une décision personnelle – « Je suis arrivé ainsi à une position où, depuis un an et demi en fait, j'ai abandonné toute espèce de recherche scientifique » – et dont l'avant-dernier alinéa porte un jugement politique global :

La solution ne proviendra pas d'un supplément de connaissances scientifiques, d'un supplément de techniques, mais [...] elle proviendra d'un changement de civilisation. C'est en cela que consiste le changement d'optique extrêmement important » (Grothendiek, 1972).

Plus de vingt ans plus tard, le groupe Oblomoff (créé en 2004) publiera une plateforme (groupe Oblomoff, 2006) au titre explicite : *Pourquoi il ne faut pas sauver la recherche scientifique*. Tout aussi explicite est le chapeau :

La question n'est pas de rapprocher la science du citoyen, mais de casser la logique de l'expertise, de dénoncer le mensonge de la neutralité de la recherche et d'empêcher la science contemporaine de contribuer, au jour le jour, à détruire la politique, la remplaçant par une affaire technique.

Tout aussi claire est l'argumentation structurée par la dénonciation de trois mythes : celui du progrès (alors que « les dégâts induits par la frénésie scientifique sont souvent irréversibles »), celui d'une « science pure » (détachée de la science appliquée), celui de la « recherche publique » (coupée de tout budget et intérêts militaires).

Les décroissants devraient dresser un inventaire des appels – sur le site de *Scientifiques en rébellion*, on en trouve une ébauche – venant de groupes de scientifiques critiques, mais en même temps, pourquoi ne pas aller d'emblée le plus en amont possible et reposer la question de la recherche scientifique « dans les termes les plus offensants – offensants comme l'est le malheur et comme le sont tous les bons raisonnements » (Merleau-Ponty, 1960, p. 401).

La recherche scientifique n'est-elle pas une forme d'extraction ? Jusqu'à quel point est-il pertinent de considérer le savoir comme un stock inépuisable et gratuit ? On a déjà beaucoup extrait de matières et

d'énergie, le bon sens n'est-il alors d'arrêter d'extraire ? Scientifiquement, on a déjà beaucoup trouvé de vérités - scientifiquement validées, ce n'est pas la question - mais ce que l'on trouve aujourd'hui *produit* de plus en plus des applications aux effets de plus en plus lointains (Simonin, 2018, p. 45) – et la responsabilité s'éloigne d'autant : pourquoi continuer à chercher ? Pourquoi, en tant que décroissant, chercheur ou pas, ne pas défendre la proposition politique d'un moratoire sur la recherche dans l'industrie technoscientifique ? N'est-ce pas là une épée de Damoclès dont il faudrait menacer toute recherche scientifique ?

b) Continuons par la critique radicale des formes dépassées du militantisme. Pourquoi et comment militer quand on est un décroissant de l'activisme ? Faut-il même (continuer à) militer ?

Nous pouvons partir de la distinction opérée par Jean-Pierre Worms, lui-même universitaire, militant politique et associatif :

[Le] passage à l'acte qui transforme un potentiel social, la militance, en action sociale, le militantisme, s'effectue traditionnellement à travers des outils d'action collective bien installés dans l'espace public : les partis, les syndicats, les associations. Or ces trois types d'organisation collective montrent des signes évidents de fatigue, de perte de capacité de mobilisation civique. D'une baisse constatée des institutions du militantisme on conclut souvent à une baisse de la militance, de la ressource civique elle-même (Worms, 2017, p. 24).

Si l'on voulait faire une différence entre militantisme et activisme, on pourrait dire que l'activisme est le militantisme engagé dans des associations plutôt que dans des partis ou des syndicats.

Quant à l'engagement, il serait le terme le plus général pour regrouper militance, militantisme et activisme.

À notre époque de l'accélération (de l'immédiateté et du présentisme) et de l'individualisme généralisés, on comprend bien que les formes traditionnelles de type parti ou syndicat ne peuvent plus avoir le vent en poupe parce que ce sont des *médiations* et parce qu'elles sont *collectives*. Et c'est en ce sens que la forme-militant de l'engagement peut sembler dépassée.

Le militant traditionnel est un militant « extra-situationnel » (Benasayag et Sztulwark, 2000) dans la mesure où il dispose d'un modèle émancipateur - révolutionnaire ou réformiste - à partir duquel il juge la situation politique comme s'il en était le spectateur. Il s'installe dans la « position imaginaire du mirador » à partir duquel il évalue la portée politique de son engagement, distribuant les priorités. Dans ce cas, une lutte n'est pas envisagée en elle-même mais classée suivant son intérêt tactique ou stratégique, en tant que moyen au service d'un objectif identifié à partir du modèle.

On peut appeler « militant humanitaire » celui qui, ayant enregistré l'échec des tentatives classiques de changer le monde, a abandonné toute ambition de s'opposer à l'hégémonie dominante pour s'engager et tenter d'intervenir efficacement là où il pourrait « stopper ou limiter l'horreur ». Il est ainsi du « bon côté », il est dans l'action, mais il a abandonné de fait toute perspective d'une radicalité politique. Pire, il peut même, en quelque sorte « à l'insu de son plein gré » servir de caution à une société qui cyniquement fera de son activisme un spectacle dépolitisé offert au reste des humains spectateurs. Permettant juste à de tels spectateurs de se sentir de temps en temps un peu coupables de ne pas inscrire plus souvent dans leur agenda leur participation à ces « résistances » ; mais ils y pensent :

Que de naïveté narcissique de la part des gens qui, plongés dans le quotidien unidimensionnel, persévèrent dans la certitude que, le jour venu, ils sauront se révolter contre l'horreur » (Benasayag et Charlton, 1989, p. 90).

N'oublions pas le « militant alternatif » : lui aussi il est dans l'action mais comme il ne croit plus du tout à la dimension politique de l'espace public, il se satisfait vite de se replier sur ses propres alternatives, qu'il pratique aussi bien individuellement qu'au sein de son groupe affinitaire.

Toutes ces impasses militantes permettent d'esquisser en creux quelques traits de ce que pourrait être un « militant décroissant » : ce serait un militant à la fois « situationnel », politisé, et dont l'imaginaire serait décolonisé de toute tentation d'appartenir à une avant-garde éclairée (Lepessant, 2013 a).

Une conséquence de la perte des modèles est alors l'obligation faite au militant de devoir à chaque instant agir sans pouvoir se couper de la réflexion sur sa pratique. Et la première réflexion ainsi impliquée est une autocritique permanente : comprendre ce que l'on fait, c'est déjà le faire autrement. C'est en ce premier sens que tout militant situationnel doit toujours, *peu ou prou*, être un « militant-chercheur ».

À quels scientifiques un militant décroissant peut-il faire confiance ?

Quand on part en quête du type d'hybridation entre science et politique qui serait adéquate au régime de décroissance, on croise des exigences épistémiques et politiques qui sont générales avec un surplus d'exigences idéologiques propres au paradigme de décroissance.

C'est ainsi que l'exigence d'honnêteté et d'impartialité est valable pour tout chercheur : ce n'est pas que pour le décroissant que la démarcation entre normes épistémiques et normes éthiques est un sujet de discussion. C'est ainsi que les impasses du militantisme traditionnel concernent tout engagement politique et pas seulement l'engagement pour la décroissance.

Mais ce n'est que du point de vue de la radicalité décroissante que la thèse - et sa remise en cause - d'un grand partage entre nature et humanité fait sens quand il s'agit de qualifier l'objectivité et l'impartialité d'un énoncé, sans mettre en doute leur existence, mais sans les absolutiser.

Mais ce n'est que du point de vue de la radicalité décroissante que l'abandon de toute recherche scientifique comme de tout militantisme peut être vraiment pris au sérieux. Au point d'accepter de lui faire jouer un rôle d'épée de Damoclès : plutôt abandonner la recherche et le militantisme si les contraintes du régime de croissance sont indépassables ?

C'est donc cette radicalité qu'il convient maintenant de circonscrire pour définir un type d'hybridation entre science et politique qui ne se contente pas d'enregistrer les *effets* qu'un domaine *implique* sur l'autre – car dans ce cas nous n'aurions qu'une hybridation par juxtaposition – mais qui remonte assez en amont pour délimiter une hybridation *originale*, par *intrication*, celle du décroissant en tant que militant-chercheur.

L'idée principale c'est qu'une telle hybridation originale ne place aucun des deux domaines de la science et de la politique dans un face-à-face entre dépendance et indépendance : il ne faut défendre ni l'indépendance d'un domaine par rapport à l'autre, ni la subordination de l'un sur l'autre.

Il ne faut – côté indépendance – ni répéter la fable d'un grand partage (comme s'il pouvait y avoir une recherche « pure » ou une militance « pure », celle du pratico-pratique), ni – côté dépendance ou subordination – croire que l'expertise scientifique devrait s'imposer au politique ou que tout énoncé scientifique se réduirait à n'être qu'une construction idéologique.

L'hybridation originale est donc l'hybridation qui va partir (de l'hypothèse) de l'*interdépendance* entre science et politique, entre faits et valeurs. Le « militant-chercheur » décroissant sera donc celui dont la quête est d'emblée un refus radical de tout dogmatisme scientifique ou politique qui s'effectuerait sous régime de transcendance. Il ne lutte pas sous le parapluie transcendant de la garantie qu'il va dans le

sens de l'histoire, pas plus qu'il ne cherche sous le parapluie transcendant d'une vérité scientifique définitive et absolue. Au fond, pour lui, ni la lutte ni la recherche ne sont dans ce cas « transitives », subordonnées à une transcendance qui leur donnerait sens : s'il n'est pas une avant-garde, c'est qu'il ne sait pas d'avance ce que ça va donner, même s'il sait d'avance les critères qu'il utilisera pour *juger* le résultat.

Autrement dit, les valeurs ne lui prédisent pas les faits, mais il devrait savoir qu'il ne construit ses expérimentations - qu'elles soient scientifiques ou politiques - qu'à partir d'un certain nombre de valeurs préalables, valeurs qui font partie de la « situation », de l'expérience.

Aucun fait ne parle de lui-même ; un fait doit toujours être construit, être « fait ». Cela vaut autant côté science que côté politique. Ce n'est pas parce que je prends conscience que les limites planétaires sont dépassées que je m'engage dans la décroissance, c'est l'inverse : c'est parce que j'ai un engagement décroissant que le dépassement des limites planétaires résonne comme un signal d'alarme. Côté science, ce n'est que d'un point de vue scientifique que l'on peut croire qu'il faut partir des faits puis faire des hypothèses : tout le monde a déjà vu des pommes tomber, mais ce n'est que si j'ai *au préalable* un corpus d'hypothèses que l'observation de la chute d'une pomme peut déclencher une explication scientifique.

Cette « facticité » de la factualité est décisive si on veut essayer de penser des rapports adéquats entre science et politique d'un point de vue décroissant. Car elle permet d'éliminer deux simplifications : celle qui accorde à toute science un brevet de vérité indiscutable, celle qui voit derrière toute science une manipulation de la « méga-science », de la *Big Science* (Guerber, 2022).

A la première, il faut demander de relativiser les énoncés scientifiques, non pas pour les affaiblir, mais pour les replacer dans leur « paradigme » socio-historique. C'est à partir de la même démarche qu'il faut faire remarquer à la seconde que nul n'est tenu de ne valider qu'une seule source de production d'énoncés scientifiques.

Et c'est là qu'il faut être plus exigeant : car, ne sommes-nous pas en train d'ouvrir la porte aux « vérités alternatives », au pire relativisme qui soit - celui du « à chacun ses vérités » ?

Comment alors faire le tri quand on ne veut pas éliminer trop rapidement tout énoncé scientifique au nom d'un rejet systématique de toute science et aussi quand on veut pourtant s'appuyer sur des travaux scientifiques parce que nous les *jugons*, eux, politiquement valables et objectivement valides ?

Si on ne dispose pas d'une hypothèse d'une hybridation originaire entre science et politique alors on peut basculer soit dans le rejet hyper-sceptique de toute science soit tout au contraire dans l'hyper-dogmatisme scientifique. Ces deux extrêmes commettent en réalité le même contresens d'une idéale démarcation infranchissable entre science et politique. Pour les hyper-dogmatiques, dans la science, il

n'y a et ne devrait jamais avoir de politique, et toute vérité scientifique est neutre politiquement². Pour les hyper-sceptiques, comme l'idéal est inaccessible alors - dans une logique caricaturale du tout ou rien - il faut basculer dans une totale politisation de tout énoncé scientifique.

Reposons nos interrogations autrement, et plus directement : à quels scientifiques un décroissant peut-il faire confiance ?

Réponse simple : aux chercheurs engagés, aux « chercheurs-militants ». Objection simple : si les décroissants ne font confiance qu'aux chercheurs décroissants, alors leurs discours restent enfermés dans un entre-soi décroissant.

Mais c'est exactement ce type d'objection qui reste prisonnier des fables de la neutralité, caractéristiques du régime de croissance. Sur ces questions, l'université de Lausanne a produit un travail remarquable ; le Rapport du Groupe de travail sur la Recherche et l'engagement : *L'engagement public des universitaires*, Université de Lausanne, Mai 2022 (UNIL, 2022).

Si « l'engagement désigne toute intervention publique dont le contenu présente un aspect normatif » alors l'intrication des normes épistémiques et des normes politiques devrait entraîner une conclusion telle que : toute recherche scientifique est une recherche engagée.

Se pose donc d'emblée la question de la « neutralité » des universitaires, qui est encore souvent perçue comme une caractéristique centrale de la démarche scientifique. Cette neutralité est souvent associée à l'idée que la science doit rester « sans valeurs » et isolée des influences sociales, ce qui serait la seule manière de garantir son impartialité et sa crédibilité. Les développements récents en philosophie et sociologie des sciences montrent toutefois qu'un tel idéal est inatteignable, et n'est pas non plus forcément désirable, que ce soit dans les pratiques de recherche ou dans les prises de parole publiques des chercheur-euse-s. La fiabilité de la production scientifique de savoir ne tient en effet pas tant à l'absence de valeurs qu'à l'utilisation de méthodes et de procédures visant contrôler et à minimiser les inévitables biais liés à l'identité, à la culture, au parcours et au contexte de travail des chercheur-euse-s. À l'idée de neutralité on préférera donc les notions de quête d'objectivité, de rigueur scientifique et de transparence sur les valeurs (*ibid.*, p. 6).

² Cette posture dogmatique prend en général l'exemple d'une « vérité mathématique » sans jamais s'être au préalable demandé si les mathématiques étaient bien des « sciences ». Qu'elles fournissent une langue pour formuler nos représentations de la « réalité » scientifique, certainement. Mais c'est une langue morte. Ajoutons que si l'on prend comme critère de scientificité la réfutabilité des énoncés théoriques – hypothèses, principes et lois – alors on ne voit pas bien ce qu'elle pourrait signifier dans un système axiomatique-déductif où il n'y a ni hypothèses mais des données, ni principes mais des axiomes, ni lois mais des théorèmes.

Objection suivante : mais si des chercheurs engagés produisent des travaux qui scientifiquement sont qualifiés de « rigoureux » – et on a compris qu’il n’y a là rien que de tout à fait normal – pourquoi les résultats de ses travaux ne s’imposent-ils pas à tout le monde ?

Quiconque a lu un peu de littérature collapsologique a pu se rendre compte à quel point elle commence toujours par se nourrir de références scientifiques ;

Nous proposons de rassembler, à partir de nombreux travaux épars publiés à travers le monde [...] Le but n’est pas de nourrir le simple plaisir scientifique d’accumulation de connaissances, mais plutôt de nous éclairer sur ce qui nous arrive et qui pourrait arriver [...] C’est aussi et surtout une manière de traiter le sujet avec le plus de sérieux possible pour pouvoir discuter sereinement des politiques à mettre en place dans une telle perspective (Servigne et Stevens, 2015, p. 20).

Mais alors, si c’est « scientifique », pourquoi tout le monde n’est-il pas collapsologue ?

Une première réponse serait de mettre en avant que le travail scientifique est de l’ordre du « colloque » au sein d’une communauté de pairs et que la rationalité y est celle de la controverse, du meilleur argument et de la testabilité. Mais cette première réponse est insuffisante car, à la longue, l’universalité recherchée des énoncés scientifiques ne finit-elle pas par déboucher sur l’unanimité des scientifiques ?

Objection supplémentaire : si les thèses politiques ne doivent leur validité qu’à leurs références savantes, cela ne signifie-t-il pas un assujettissement de la politique sous des « vérités scientifiques », ce qui ne serait que... dépolitisation. Car dans ce cas-là, il n’y aurait pas hybridation mais subordination. Cette objection est particulièrement pertinente quand il s’agit d’enregistrer que, quelles que soient les arguments avancés et les « preuves » apportées dans une discussion, jamais elles ne pourront faire qu’une politique devienne « nécessaire », « inéluctable » ou « inévitable » ; pas même la décroissance ; surtout pas la décroissance si elle veut porter un projet politique d’émancipation.

Pourquoi ne suffit-il pas de savoir pour agir ? Pire : pourquoi ne suffit-il pas de faire savoir pour faire agir ? Les réponses à ces questions expliquent pourquoi tout le monde n’est pas décroissant, ni écologiste, ni collapsologue.

Parce que, aussi rationnels que nous puissions être, nous ne faisons pas des « causes » avec des « raisons » : nous pouvons avoir toutes les raisons d’agir, cela n’est pas suffisant pour causer l’acte. Cet écart entre les raisons et les causes est la source de ce que l’on appelle dissociation cognitive : s’il est plus facile d’accorder ses idées à ses actes que l’inverse et de modifier même ses convictions à partir des actions dans lesquelles je suis engagé, c’est parce que nous ne déduisons pas notre agir de notre savoir.

La référence aux travaux de Kurt Lewin semble ici inévitable : car c'est ce même chercheur en sciences sociales qui découvrira que pour persuader et faire changer d'avis, la participation est beaucoup plus efficace que l'information (aussi objective soit-elle) et qui sera aussi le pionnier de la « recherche-action ». À cause de ce que Lewin nommera « effet de gel », lorsque des individus deviennent acteurs – ou croient l'être – dans une activité collective de recherche de solutions, ils tendent plus favorablement à les adopter et à les poursuivre que lorsque ces mêmes solutions leur ont été rationnellement exposées et défendues par un informateur extérieur au groupe. Quant à la recherche-action, ce sera une méthodologie scientifique dans laquelle le chercheur conduit en parallèle action sociale et production de connaissances.

Enfin, dans cette recherche d'une interdépendance par hybridation entre science et politique, comment ne pas remarquer, en tant que décroissant, que l'écologie occupe une position singulière.

Car il existe une écologie scientifique et une écologie politique et la question de leurs rapports historiques et de leur articulation conceptuelle (Deléage, 2015) repose principalement sur une singularité : en matière d'écologie faits et valeurs sont étroitement imbriqués, intriqués (et pas juxtaposés).

Affirmation troublante tant il est difficile d'admettre que les valeurs conditionnent et orientent, dans le réel, les programmes de recherche scientifique. Ainsi, l'écologie scientifique et la biologie de la conservation provoquent sans discontinuer des débats éthiques sur ce que pourrait et devrait être une « bonne » protection de la nature, ouvrant alors un conflit des justifications, comme l'illustrent aux États-Unis les débats entre Muir et Pinchot ; John Muir affichant sa volonté de trouver les moyens concrets pour protéger la *wilderness*, notamment lors de la création du parc du Yosemite en 1890 ; Gifford Pinchot défendant à l'inverse une gestion rationnelle de la nature, « perçue comme une réserve de ressources à exploiter convenablement ». [...] La grande figure incarnant aux États-Unis la double dimension éthique et scientifique de la protection de la nature est celle d'Aldo Leopold avec son ouvrage *Almanach d'un comté des sables*, synthèse guidée par l'intuition suivante : « Il faut préserver la nature, pour cela il faut la connaître et l'aimer, et cela passera nécessairement par la reconnaissance de notre appartenance à la communauté biotique. » Autrement dit, nous sommes *de* et *dans* la nature (*ibid.*, p. 59).

Autrement dit, l'espèce humaine est partie prenante de la biocénose (l'ensemble des organismes vivant qui peuplent un milieu donné) et elle constitue un acteur majeur du biotope (les éléments abiotiques, lumière, vent, humidité, température..., indispensables à la survie de la biocénose) : voilà une affirmation de l'écologie qui est autant scientifique que politique.

Le militant-chercheur au cœur de la décroissance comme ontologie relationnelle

Nous pouvons maintenant dessiner quelques traits de la pratique de celui que nous nommons « militant-chercheur ».

Cette pratique revendique son hybridation mais pas n'importe laquelle. Il ne s'agit pas de partir de deux activités préalables pour en envisager ensuite la combinaison : comme simple addition, patchwork ou même dégradé... Comme s'il suffisait de juxtaposer une pratique scientifique intrinsèquement neutre politiquement à une pratique militante intrinsèquement dépourvue de réflexivité.

Pourquoi ? Parce que ces deux pratiques « intrinsèques » sont des abstractions qui peuvent exister « dans la tête » mais qui dans l'expérience ne se rencontrent jamais. Même si nous imaginions un chercheur refusant explicitement tout engagement politique, ce refus serait lui-même une position politique. Même si nous imaginions un militant ne voulant que de l'action, ce serait là un parti pris idéologique : même celui qui demande la fin du « blabla » le formulera et le justifiera. Cela devrait être évident.

Une autre façon de manquer la « bonne » hybridation – ne nous privons pas de juger normativement puisque c'est là l'un des enjeux de la thèse ici défendue – c'est de ne constater cette hybridation que dans les effets : les savoirs scientifiques auraient une *portée* sociale et politique et les pratiques politiques *influenceraient* les recherches scientifiques. Ce qui est vrai, évidemment : pensons aux applications d'une découverte scientifique dans la vie quotidienne comme à l'influence de l'industrie technoscientifique dans les budgets de la recherche. Mais il n'y aurait là qu'une hybridation par juxtaposition, due au fait que dans un système, chaque partie peut entrer en contact avec toutes les autres.

C'est pourquoi le militant-chercheur doit se revendiquer d'une hybridation « originaire » ou radicale. C'est évidemment cette hybridation qui va correspondre à la radicalité attendue par la décroissance : quand le régime de croissance se contente de dévaler la cascade des effets pour ne jamais s'attaquer aux causes, alors le régime de décroissance va consister précisément à remonter la pente des effets pour essayer d'aller à la racine, à la source du problème. Car il ne s'agit pas tant de soigner la fièvre que de guérir du syndrome.

On peut garder l'image de la source et penser la figure du militant et celle du chercheur comme deux rivières provenant d'une source commune, celle du militant-chercheur. C'est en ce sens qu'il peut se revendiquer d'une hybridation originaire tout à fait conforme à l'ontologie relationnelle de la décroissance et de la post-croissance. Le « militant-chercheur » est ce que Martin Buber nomme un

« mot-principe » ou « mot-fondamental », c'est-à-dire un mot qui ne dit pas une chose mais un rapport, une relation : « Au commencement est la relation » (Buber M., 1969, p. 38). Aujourd'hui, cette ontologie d'une relation originaire est parfaitement représentée par Mark Hunyadi (2020) et par Harmut Rosa (2018). « La forme de la relation précède celle des unités reliées » (Rosa, 2018, p. 450) : autrement dit, la figure du « militant-chercheur » précède celles du militant et du chercheur. Et Rosa insiste : « ce qui est originel, ce n'est pas l'unité mais leur relation » (*ibid*, p. 440) ; autrement dit, dans la figure du militant-chercheur, chercher et militer, ce n'est pas la même chose, il n'y a pas unité mais relation.

Insistons aussi - car cette ontologie relationnelle est fondamentale pour la décroissance : le militant-chercheur n'est pas *au milieu de* deux pôles que seraient le militant et le chercheur, il est *le milieu* à partir duquel les figures du militant et du chercheur peuvent se détacher. Dans la préface de *Je et Tu*, Gaston Bachelard donnait l'image d'un aimant : « Jadis, en brisant les aimants, on cherchait à isoler le magnétisme nord et le magnétisme sud » (Bachelard *in* Buber, 1969, préface).

Dans l'ontologie relationnelle de la décroissance, l'interdépendance est première, elle est le milieu originaire d'où peuvent se détacher la dépendance et l'indépendance.

Cette hybridation originaire et cette interdépendance première se *fondent* sur la relation d'intrication entre fait et valeur. Un fait n'appartient pas plus à un monde pratico-positif qu'une valeur ne réside dans les nuées du théorico-normatif. Une telle relation première entre fait et valeur pourrait être le premier principe d'une « épistémologie politique » – comme il y a une « économie politique » – dont le militant-chercheur serait la figure principielle. Encore une fois : un fait, ce n'est pas une valeur, et symétriquement ; il n'y a pas unité mais *relation* première : un fait ne devient sens qu'au critère d'une norme ou d'une valeur et une valeur ne devient critère qu'en jugeant un fait. Les valeurs ne descendent pas plus du ciel que les faits ne surgissent de la terre.

Si on pensait cette relation comme unité alors cela reviendrait à ne plus savoir faire la différence ni entre les faits qu'il faut conserver pour expliquer ou interpréter, ni entre les normes pertinentes pour justifier un jugement de valeur : tous les faits seraient équivalents, toutes les valeurs aussi. Nous serions là dans l'hégémonie caractéristique du régime de croissance : l'équivalence généralisée, la dictature de la neutralité, le nivellement par l'horizontalisme, les facilités du relativisme.

Nous pouvons alors répondre maintenant – enfin – à une question simple : que fait donc le militant-chercheur pour mériter une telle promotion ? Il cherche à résoudre des problèmes rencontrés dans le milieu de son engagement politique.

Comment ? En produisant non pas des opinions mais des concepts, des distinctions de concepts, des analogies, des images et des métaphores, des visions. Il produit du savoir engagé.

Ce savoir engagé ne ressort ni de l'horizontalisme ni d'une transcendance-condescendance (*top-down*), mais d'une verticalité remontante (*bottom-up*). Contre l'horizontalisme comme « gloubi-boulga » composé de *fakes* et de « faits alternatifs », mais aussi contre la verticalité descendante de la parole experte, le militant-chercheur emprunte la voie de l'ascension.

En ce sens, le militant-chercheur ne veut ni céder à la *tabula rasa* où toutes les opinions se valent, ni aux arguments d'autorité des détenteurs de capital universitaire ou académique. Il ne confond pas le jugement fondé d'un spécialiste avec le ressenti du dernier arrivé dans la discussion, mais pour autant son rapport aux savoirs antécédents est plus un rapport *érudit* à la référence qu'un rapport de révérence à l'expertise.

Le militant-chercheur ne produit pas des concepts pour expliquer ou interpréter le réel mais il va produire des concepts – et la plupart du temps des distinctions conceptuelles – pour tenter de résoudre des problèmes rencontrés dans des situations d'engagement, dans l'expérimentation politique. À partir de mon expérience personnelle au sein du réseau français des monnaies locales complémentaires citoyennes (MLCC), on peut donner quelques exemples : faire sens / faire nombre, argent / monnaie, partager / échanger, radicalité-cohérence / radicalité-intransigeance... Au moment de se demander s'il faut valider ou non une version numérique d'une MLCC, s'il faut maintenir un dispositif de fonte, quels types de critères pour valider tel prestataire et refuser tel autre, si on peut fractionner le fonds de réserve, s'il faut tracer une démarcation infranchissable avec les crypto-monnaies ou avec les facilitations techniques... c'est de telles distinctions de concepts dont on a *besoin* si on veut réellement assumer l'enjeu politique de ce type de projet (Lepesant M., 2013 b, 2022).

Autrement dit, l'attention au réel qui porte l'engagement politique du militant-chercheur est *premièrement* une attention critique portée à la négativité du réel. Tirer les leçons des échecs et pour cela au préalable les reconnaître (Atelier paysan, 2020), ne pas fuir les controverses, admettre que des déclinaisons de la décroissance peuvent provoquer des frottements et des frictions (MCD, 2022), ne jamais hésiter à user de contre-factualité, c'est tout une « politique du non » qui se met ainsi en place.

S'il avait fallu désigner ce militant-chercheur à l'aide d'un seul mot – au risque de passer à côté de la problématique de l'hybridation et de l'ontologie relationnelle si bien formulée par des « mots-principes » – il devrait sembler évident que nous aurions utilisé : « enquêteur ».

Référence-hommage, sans révérence, à la théorie de l'enquête chez John Dewey (*The theory of inquiry*, 1938). Théorie qui mériterait que des proximités avec la décroissance soient davantage reconnues et exploitées. D'abord, l'intuition première de J. Dewey qu'au sein d'un milieu, un organisme existe pour persévérer dans son être, pour rester en *continuité* avec lui :

Au niveau biologique, les organismes doivent répondre aux conditions qui les entourent de façon à modifier ces conditions et les relations des organismes à ces conditions, afin de rétablir l'adaptation réciproque qui est requise pour le maintien des fonctions vitales. Les organismes humains rencontrent la même difficulté (Dewey, 1938/2006, p. 121).

Et c'est pourquoi

un phénomène inattendu, l'irruption d'une donnée contradictoire ou l'apparition d'une dynamique atypique, sont au commencement d'une activité d'exploration et de recherche nommée *enquête* (*inquiry*) et définie comme : « La transformation contrôlée ou dirigée d'une situation indéterminée en une situation qui est si déterminée en ses distinctions et relations constitutives qu'elle convertit les éléments de la situation originelle en un tout unifié » (p. 169). L'expérimentalisme, tel qu'il est mis en œuvre dans la démarche scientifique pour étudier toutes les situations de la vie dans lesquelles l'individu est amené à adopter une conduite réflexive et à élaborer de nouvelles connaissances dans le cours de l'action, fonde la démarche de J. Dewey (Thievenaz, 2019, pp. 10-11).

C'est parce que la situation rencontrée est incertaine, confuse ou présente des tendances contradictoires que le sujet expérimente, se questionne, réinterroge ce qu'il tient habituellement pour vrai ou pour acquis, et ce faisant, réélabore ses habitudes de pensée et d'action. L'ouverture d'une *enquête* est conditionnée par l'irruption de l'inattendu ou du problématique et par le sentiment d'embarras et d'incertitude qui l'accompagne. De la rencontre entre le sujet et la situation naît un désajustement qui ne sera dépassé que si de nouvelles potentialités sont découvertes, élaborées ou actualisées (*Ibid.*).

Deuxièmement, c'est parce que la pratique du militant-chercheur s'expérimente dans un milieu – et non pas au milieu de ou entre deux pôles qui l'écartèlerait – qu'elle ne s'arrête pas au repérage et à la définition des situations-problèmes mais qu'elle s'accomplit, qu'elle se déploie, dans des explorations sociales et écologiques, dans des eSpérimentations³, des utopistes...

L'enquête en rétablissant la relation troublée de l'organisme et de l'environnement ne supprime pas simplement le doute par le retour à une intégration d'adaptation antérieure, elle institue un nouvel environnement qui soulève de nouveaux problèmes. Ce que l'organisme apprend au cours de ce processus produit de nouvelles capacités qui exigent davantage de l'environnement (Dewey, 2006, p. 94).

³ Mot-valise forgé à partir d'espérance et d'expérimentation.

En tant que décroissant, le militant-chercheur doit aussi pouvoir se situer en rupture du paradigme dominant de la croissance, en projection d'un paradigme post-croissance, en trajectoire de décroissance pour passer du rejet au projet et pour cela il doit aussi construire ce milieu, dont il est la figure principielle, comme un espace-temps : d'où le *besoin* d'imaginer des scénarios (Barlow *et al.*, 2022), d'où le besoin d'une cartographie de toutes les expérimentations décroissantes d'ores et déjà pratiquées (Burkhart *et al.*, 2022).

*

En considérant la figure du militant-chercheur dans une perspective d'hybridation originaire, les autres figures possibles de l'engagement ne sont pas évacuées ou éliminées, elles sont juste resituées comme des abstractions de la figure principielle ; des abstractions au sens où « faire abstraction de » c'est priver une partie de la relation originaire au tout.

Il se peut d'ailleurs que dans la réalité de l'engagement politique, il ne se rencontre que des formes affaiblies de cet « enquêteur ». Et pourquoi pas ? Dans ce cas, on peut admettre que le militant-chercheur n'est pas vraiment *quelqu'un*, c'est une *méthode* d'investigation d'épistémologie politique qui ne veut se couper ni de la pratique ni de la théorie, et qui veut davantage défendre un engagement par des thèses que de prendre la posture abstraite et détachée du spectateur. Manière de pratiquer l'*attachement* à un monde que l'on se désole de voir défigurer par le régime de croissance.

C'est ce qui permet à ce texte a) d'être écrit du point de vue de cette méthode et b) de demander à n'être évalué, jugé, que de ce même point de vue de militant-chercheur. Il n'y a là aucun cercle vicieux dont il faudrait s'échapper au nom d'un mythique détachement, il n'y a que le cercle herméneutique de la compréhension, celui de la vie dans la réflexivité.

Références

- Atelier Paysan (2021), *Reprendre la terre aux machines, Manifeste pour une autonomie paysanne et alimentaire*, Paris, Seuil.
- Barlow N., Regen L., Cadiou N., Chertkovskaya E., Hollweg M., Plank C., Schulken M. et Wolf V. (eds) (2022), *Degrowth & Strategy. How to bring about social-ecological transformation*, Londres, Mayfly Books.
- Benasayag M. et Charlton E. (1989), *Critique du bonheur*, Paris, La Découverte.
- Benasayag M. et Sztulwark D. (2000), *Du contre-pouvoir. De la subjectivité contestataire à la construction de contre-pouvoirs*, Paris, La Découverte.
- Buber M. (1923/1969), *Je et Tu*, Paris, Aubier.
- Burkhardt C., Schmelzer M. and Treu N. (eds) (2020) *Degrowth in Movement(s). Exploring pathways for transformation*, Winchester, Washington, Zero Books.
- Daoust M.-K. (2018), « Neutralité scientifique (A) », dans Maxime K. (dir.), *l'Encyclopédie philosophique* [En ligne] URL : <https://encyclo-philo.fr/neutralite-scientifique-a> [consulté le 29/10/2022].
- Darmangeat C. (2014), « Note de lecture : L'écologie des autres (P. Descola) », sur le blog *La Hutte des Classes*, du 5 mai 2014 [En ligne] URL : <http://www.lahuttedesclasses.net/2014/05/note-de-lecture-lecologie-des-autres-p.html>.
- Darmangeat C. (2020), « À propos des thèses de Philippe Descola », sur le blog *La Hutte des Classes*, du 3 août 2020 [En ligne] URL : <http://www.lahuttedesclasses.net/2020/08/a-propos-des-theses-de-philippe-descola.html>.
- Darmangeat C. (2022), « Philippe Descola, Bruno Latour et Ramsès II », sur le blog *La Hutte des Classes*, du 1er novembre 2022 [En ligne] URL : <http://www.lahuttedesclasses.net/2022/11/philippe-descola-bruno-latour-et-ramses.html?m=1>.
- Deléage J.-P. (2015), « L'écologie scientifique, une science impliquée ? », Propos recueillis par Léo Coutellec, *Écologie & politique*, n° 51, p.55-64 [En ligne] DOI : <https://doi.org/10.3917/ecopo.051.0055>.
- Dewey J. (1938), *Logic : The theory of inquiry*, traduction française par G. Deledalle (2006), Logique : la théorie de l'enquête, Paris, PUF.
- Digard J.-P. (2006), « Canards sauvages ou enfants du Bon Dieu ? », *L'Homme*, n°177-178, p. 413-427 [En ligne] DOI : <https://doi.org/10.4000/lhomme.21752>.
- Fitzpatrick N., Parrique T., Cosme I. (2022), « Exploring degrowth policy proposals, A systematic mapping with thematic synthesis », *Journal of Cleaner Production*, n° 365, [En ligne] DOI: <https://doi.org/10.1016/j.jclepro.2022.132764>.
- Grothendieck A. (1972), « Allons-nous continuer la recherche scientifique ? », conférence du 27 janvier 1972 au CERN.
- Groupe Oblomoff (2006), « Le futur triomphe mais nous n'avons pas d'avenir. Plateforme critique de la recherche scientifique », rédigée à l'automne 2006.
- Guerber A. (2022), « Aujourd'hui, la majorité des discours écologistes repose sur le scientisme », *Journal de la décroissance*, n° 107.
- Hunyadi M. (2020), *Au début est la confiance*, Paris, Le bord de l'eau.

- Kempf H. (2022), « Bruno Latour, Le chamboule-tout malicieux », *Reporterre*, 10 octobre 2022, [En ligne] URL : <https://reporterre.net/Bruno-Latour-le-chamboule-tout-malicieux>.
- Lepesant M. (2013 a), *Politique(s) de la décroissance. Propositions pour penser et faire la Transition*, Paris, Utopia.
- Lepesant M. (2013 b), « Décroissance de l'argent, monnaies de la décroissance », Séminaire du 25 mai 2013 à L'Institut Momentum.
- Lepesant Michel (2022), « Les monnaies locales du point de vue des savoirs remontants », intervention au Séminaire Économie de la contribution & monnaies, de l'IRI, le 27 avril 2022.
- MCD (Maison commune de la décroissance) (2022), *La décroissance et ses déclinaisons. Pour sortir des idées reçues et des généralités*, Paris, Utopia.
- Merleau-Ponty M. (1960), *Signes*, Paris, Gallimard, « NRF ».
- Neyrat F. (2014) « Critique du géoconstructivisme. Anthropocène & géo-ingénierie », *Multitudes*, vol. 56, n° 2, p. 37-47.
- Putnam H. (2004), *Fait/Valeur : la fin d'un dogme et autres essais*. Traduit par Jean-Pierre Cometti et Marjorie Caveribère, Paris et Tel-Aviv, Éditions de l'éclat.
- Roman P. (2006), « Max Weber, Isabelle Kalinowski, La science, profession et vocation. Suivi de "Leçons wébériennes sur la science & la propagande" », *Lectures*, Les comptes rendus, [En ligne] DOI : <https://doi.org/10.4000/lectures.303>.
- Romano O. (2020), *Towards a Society of Degrowth*, Londres & New York, Routledge.
- Rosa H. (2018), *Résonance. Une sociologie de la relation au monde*, Paris, La Découverte.
- Schmelzer M., Vansintjan A., Vetter A. (2022), *The Future Is Degrowth: a Guide to a World Beyond Capitalism*, New York, Verso.
- Servigne P. et Stevens R. (2015), *Comment tout peut s'effondrer. Petit manuel de collapsologie à l'usage des générations présentes*, Paris, Seuil.
- Sigaut F. (1998), Commentaire de l'article de Bruno Latour « Ramsès II est-il mort de la tuberculose ? » *La Recherche*, (mars 1998), paru de manière tronquée dans *La Recherche* 309 (mai 1998) pp. 6-7. Tapuscrit n°5-23 (5 feuillets.)
- Simonin J-F (2018), *Les tyrannies du court-terme. Quels futurs possibles à l'heure de l'anthropocène ?*, Paris, Utopia.
- Thievenaz J. (2019) « La théorie de l'enquête de John Dewey : actualité en sciences de l'éducation et de la formation », *Recherche & formation*, vol. 92, n° 3, pp. 9-17 [En ligne] DOI : <https://doi.org/10.4000/rechercheformation.5596>.
- UNIL (Université de Lausanne) (2022), *Rapport du Groupe de travail sur la recherche et l'engagement. L'engagement public des universitaires*, mai 2022.
- Weber M. (1959), *Le savant et le politique*. Traduit par Julien Freund, Paris, 10/18.
- Worms J-P. (2017), « Militance et militantisme en mutation », *I2D - Information, données & documents*, vol. 54, n° 4, p. 24-25 [En ligne] DOI : <https://doi.org/10.3917/i2d.174.0024>.